

LILLE

le 4 Novembre 1988

Discours de Pierre Mauroy

Nous voici réunis ~~une nouvelle fois~~ pour appeler nos concitoyens à participer ~~massivement~~ au scrutin de dimanche prochain. Nous voici réunis afin de lancer un appel en faveur du OUI à ce référendum.

→ Belfort  
→ Nantpeltier - 1 pour 1

Le sens de cette consultation n'échappe à personne, en tout cas pas à ceux qui sont conscients des intérêts du pays.

Ce référendum porte sur un problème de décolonisation. C'est donc un sujet grave qui mérite que les Français y consacrent un peu de temps.

→ Kenner Martin Michel Bocard  
mes espérances  
↳ Louis Mauroy / président de  
la commission nationale

.../ ...

Ce référendum n'a pas de précédent : pour la première fois, les électeurs auront à juger, non pas d'une solution imposée par les circonstances, mais d'une méthode globale élaborée par les partis en présence.

Plus de vingt après l'indépendance de l'Algérie, l'évolution de la Nouvelle Calédonie depuis l'été dernier nous inspire une grande joie et, j'ajouterai, une profonde fierté.

Oui, nous sommes fiers de la façon dont le gouvernement a favorisé le rapprochement entre les communautés. Le territoire français sera peut être demain un modèle d'entente entre deux ethnies occupant le même sol, un modèle de décolonisation réussie. Après tout, cela n'a pas été si fréquent dans notre Histoire.

.../ ...

.../...

Réjouissons-nous de cette heureuse issue, réjouissons-nous d'avoir l'occasion, dimanche prochain, de donner notre approbation à un beau geste de réconciliation, mais aussi à un vrai projet de développement dans la Paix et la concorde retrouvées !

OUI ou NON à la Paix retrouvée ? Telle est la question posée à ce référendum. Quel Français pourrait rester indifférent à cette poignée de main échangée entre Jean Marie Tjibaou et Jacques Lafleur à qui je veux, devant vous rendre hommage.

Voici deux hommes qui ont su résister au déchaînement des passions. Ils avaient mille raisons de se haïr. Tout les opposait, sauf l'essentiel : la conviction que l'avenir du territoire passait nécessairement par le dialogue entre les ennemis de la veille.

.../...



.../...

Et pourtant, depuis deux ans, certains avaient pris un malin plaisir à créer l'irréparable !

Pour ceux qui ont suivi la situation en Nouvelle Calédonie, le gouvernement Chirac restera comme celui de l'injustice et du parti pris.

- Le gouvernement précédent avait mis en chantier une réforme foncière. Abandonnée <sup>par le gouvernement Chirac</sup> la réforme foncière !

- Le gouvernement précédent avait créé un Office Culturel de la Culture Canaque. Suppression <sup>par le gouvernement Chirac</sup> immédiate !

- Le gouvernement précédent avait organisé un transfert de ressources financières en faveur des régions. Retour en arrière brutal !

.../...



.../...

Au même moment, le Président de la République ne cessait de mettre en garde le gouvernement de l'époque contre un statut qui confortait la domination d'une communauté contre une autre, contre un calendrier électoral conçu pour avantager les uns aux dépens des autres, bref le Président a tout fait pendant ces deux ans pour éviter que la Nouvelle Calédonie ne soit entraînée dans une spirale sans fin du désordre et de la violence.

Le sinistre souvenir d'Ouvéa nous rappelle ce vers quoi l'Ile a failli sombrer. Je ne veux ici évoquer ce cruel épisode que pour mieux marquer le contraste entre hier et aujourd'hui. L'Histoire de la Nouvelle Calédonie, ce ne sera plus cette "mortelle randonnée" dans le sang et la violence.

cinquième Je veux insérer cette trépidité pour rendre  
 hommage aux deux fondateurs des «canis»  
 fondateurs de l'indépendance <sup>mortelle</sup> «mortelle» 1988  
 Les deux fondateurs sont morts... en pour ce  
 «canis» - du service de la République de la  
 la République - Je leur rends hommage et je leur  
 rends hommage à leur œuvre.

.../...

"La Nouvelle Calédonie avance dans la nuit, se cogne aux murs, se blesse" écrivait alors François Mitterrand dans sa lettre aux Français.

Au lendemain de l'élection présidentielle, la Nouvelle Calédonie devint ainsi le premier dossier du gouvernement de Michel ROCARD. Celui qu'il fallait traiter en priorité, parce que l'embrasement guettait, parce que le pire était devenu probable.

Les accords conclus à Matignon relevaient d'un pari dont chacun peut <sup>aujourd'hui</sup> ~~mesurer~~ <sup>mesurer</sup> le risque, *aujourd'hui*.

C'était un pari sur la sagesse, alors que partout la colère grondait

.../...

.../...

C'était un pari sur l'optimisme, alors que tout paraissait conduire à la tempête.

C'était un pari sur la conciliation, alors que les antagonismes avaient paru l'emporter tout au long des derniers mois. En un mot, c'était un pari sur l'intelligence ! *la raison !*

8 A l'évidence, la victoire de François Mitterrand, le 8 mai, a créé un fait politique nouveau devant lequel chacun s'est incliné.

C'est dans ce contexte qu'ont pû être signés les accords de Matignon. En politique, un compromis de ce genre est rarement le fruit du hasard. Il est la conséquence à la fois d'une conjoncture favorable et d'une volonté nettement affirmée. la conjoncture favorable, nous venons d'en dire un mot. La volonté politique ce fut celles du Président de la république et du

.../...



.../ ...

Premier Ministre de redonner à l'Etat la mission de rétablir en  
toutes circonstances la justice et l'équité en Nouvelle  
Calédonie.

Ce fut une des tâches de la mission conduite par  
Christian Blanc de bien faire comprendre aux populations que les  
choses avaient changé !

Il est lui, aussi à féliciter, ainsi que les personnalités  
qui composaient cette mission du dialogue.

Michel ROCARD et son gouvernement ont choisi. Ils ont  
pris le risque de gagner. C'est dire qu'ils avaient aussi pris celui  
d'échouer.

.../ ...

.../...

Je veux ici, en votre nom rendre hommage au Premier ministre, qui a réussi <sup>à ouvrir</sup> en traçant la voie de la paix et de la fraternité en Nouvelle Calédonie.

En votre nom, je lui dis, ainsi qu'aux ministres, notre confiance. <sup>et aussi au titre de lui rendant la</sup>  
<sup>bonne foi à défaut de la part nous aurons</sup>  
<sup>le cas - les 'français' national de la de nos habitants</sup>  
<sup>national de la</sup>

Ils ont porté au plus haut degré l'exigence de paix qui est celle des socialistes. Elle est aussi celle de tous les hommes et les femmes de bonne volonté qui ont fait de la démocratie le but le plus élevé de leur action.

Mais il est <sup>aussi</sup> ~~enfin~~ une autre exigence : Celle de ne pas oublier. Oublier, ce serait prendre le risque de recommencer. C'est donc à préserver l'avenir que nous devons aujourd'hui travailler.

.../...

.../...

OUI ou NON au développement de la Nouvelle Calédonie?

Tel est aussi le sens de ce référendum.

En répondant OUI à la question posée, nous approuvons un projet de développement de dix ans, au terme duquel les populations concernées choisissent entre l'indépendance et le maintien dans la république. Il ne s'agit pas pour nous de dire OUI ou NON à l'indépendance, il s'agit de soutenir un processus ~~aut~~<sup>autant</sup> économique que politique par lequel les communautés de l'île choisissent librement leur destin.

Jean Marie Tjibaou confiait récemment à un grand quotidien régional qu'il ~~assistait~~<sup>assistant</sup> à la Conférence des pays les

.../...



.../...

moins avancés, il avait rencontré des représentants d'anciennes colonies françaises et qu'il ne voulait pas que sa terre natale suive la même voie.

Un des grands mérites des accords de Matignon est d'avoir mis le souci du développement au même niveau que celui de l'indépendance. Dans dix ans, si la France honore tous ses engagements, il est possible que la Nouvelle Calédonie choisisse de rester Française. Nous en serons très heureux.

Il est aussi possible qu'elle choisisse l'indépendance. Nul doute à ce moment-là qu'elle gardera avec la métropole des liens d'amitié et de solidarité, des liens d'indépendance dont pourront s'inspirer les Etats du Nord et du Sud.

.../...

.../...

Nous ne pouvons prévoir ce que sera cette décision dans dix ans. Mais nous sommes certains, quoiqu'il arrive, qu'une voie nouvelle est d'ores et déjà ouverte afin d'instaurer des relations nouvelles entre les peuples.

Après tant de statuts provisoires, après trop de reniements de la parole de la France, il convenait de permettre à chaque Français de s'exprimer. Telle a été en tout cas la volonté des deux communautés qui ont explicitement demandé le recours à la procédure du referendum.

Que réclament-ils ? Que l'on en finisse avec la succession des statuts provisoires. Que veulent-ils ? L'engagement du peuple Français tout entier à l'égard de l'avenir de la Nouvelle Calédonie. La garantie pour dix années d'un déroulement ordonné de la procédure qu'ils ont eux-mêmes arrêtée.

.../...

.../ ...

Le référendum du 6 novembre apportera aux communautés de la Nouvelle Calédonie l'assurance que nul ne pourra à l'avenir remettre en cause la voie qu'elles ont choisie et que le corps électoral aura directement approuvée.

L' Histoire récente de ce territoire est une longue suite de paroles reniées et d'engagements non tenus, dans les années 60, en particulier, les gouvernements de Messieurs Pompidou et Couve de Murville se sont aventurés à imposer des retours en arrière au mépris des promesses qui avaient été faites par leurs prédécesseurs.

- **23 Juin 1956** : vote de la loi cadre, dite loi Defferre. Un régime d'autonomie est institué en Nouvelle Calédonie.

.../ ...



.../ ...

- **9 Mars 1962** : le gouvernement dissout l'Assemblée Territoriale où l'Union calédonienne (autonomiste) est majoritaire.
  
- **21 Décembre 1963** : Vote de la loi réduisant le Conseil de gouvernement à un simple organe consultatif.
  
- **30 Décembre 1965** : Vote de la loi redonnant à l'Etat la responsabilité de l'enseignement du second degré.
  
- **3 Janvier 1969** : vote de la loi créant des communes dont l'organisation et la tutelle échappent aux autorités territoriales.

En peu d'années, le statut d'autonomie de la loi-cadre Defferre a été démantelé au profit d'un système colonial profondément injuste.

.../ ...

.../ ...

Cet épisode a profondément marqué les esprits en Nouvelle Calédonie. Il a nourri dans toutes les communautés un sentiment de profonde méfiance vis-à-vis de la France.

Les signataires de l'accord de Matignon l'ont d'ailleurs bien compris : Monsieur Lafleur demande aux responsables du RPR d'oublier un instant leur prédilection pour les querelles partisans. Monsieur Tjibaou, de son côté, déclarait le 28 juin dernier, dans une interview à l'AFP. : "tout cela n'a de valeur que si la Nation donne son accord à un bloc de mesures lors du référendum prévu en octobre. Il faut qu'il soit accepté au niveau national, pour qu'aucun gouvernement ne puisse revenir dessus".

~~C'est vrai, nous sommes aujourd'hui confrontés à des sondages indiquant un fort taux d'abstention. Certes, n'attachons pas trop d'importance à ces résultats, car l'abstention est la chose la plus difficile à prévoir dans les études électorales. Cela~~

.../ ...

.../...

Qui peut douter que les Français ne privilégient le "oui" ? Ils le feront d'abord par souci de solidarité et de justice. Il faut rétablir en Nouvelle Calédonie des équilibres économiques et sociaux qui ont trop longtemps été bafoués.

Le Premier ministre dira tout-à-l'heure quelle est l'architecture de l'édifice qu'il a voulu construire. Il nous dira sa volonté de gérer le temps pour économiser les tensions.

Nous n'appelons pas seulement les Français à ratifier un acte juridique, nous appelons à participer à un acte d'espoir.

Quelques îles là-bas au sein d'un pacifique de plus en plus convoité parce que de plus en plus décisif pour les équilibres mondiaux, réclament à la France une attention et un esprit nouveau.

.../...



La tradition de la France va dans ce sens. Déjà en 1956 une loi cadre élaborée par Gaston DEFFERRE exprimait la volonté d'accompagner de mesures concrètes un grand mouvement d'autodétermination. Gaston Defferre, tout comme Alain Savary et Pierre Mendès France, était alors, accusé de "brader l'empire" par une certaine droite, par la même droite qui aujourd'hui accuse le Président de la république d'abandonner la Nouvelle Calédonie.

L'époque et le contexte étaient bien différents. Mais l'esprit était le même. Il s'agissait du respect de l'autre, même et surtout lorsque les convictions étaient antagonistes.

Les grands referendums d'autodétermination de 1958 et 1962 étaient coulés dans la même veine. Comment à la veille de la célébration du bicentenaire de la révolution Française, ne pas se souvenir que la France n'est elle-même que quand elle offre

.../...

au monde l'exemple de la défense des valeurs universelles de la démocratie et de la paix.

Toujours, les socialistes se sont trouvés à l'avant-garde quand il s'agissait de mettre en vigueur de telles politiques.

Toujours, ils ont choisi le mouvement contre le blocage, source de violence.

Voilà pourquoi, aujourd'hui encore, les socialistes soutiennent la voie de la responsabilité et de l'espoir qui leur est proposée par le Président de la République à travers du referendum du 6 novembre.

Voilà pourquoi ils vous invitent à voter "oui",  
"oui" à l'espoir,  
"oui" à la France,  
"oui" aux valeurs universelles de la démocratie, de la paix et de la fraternité.

.../ ...

dit les sondages traduisent actuellement un certain désintérêt pour la politique. Et s'agissant du référendum à venir, une trop faible perception des enjeux.

Ce problème, nous devons l'aborder de front. On ne traite pas l'indifférence par l'indifférence.

Que nous disent les Français ? une bataille sans enjeu de pouvoir vaut-elle la peine d'être menée ? Pas d'enjeu de pouvoir, c'est à voir quand il s'agit de la Nouvelle Calédonie. Mais enfin, nous nous comprenons: Le prochain referendum ne dessinera pas les contours d'une nouvelle majorité. Est-ce pour autant que la politique y perdrait ses droits ?

Répondre oui, ce serait la réduire à une conception bien médiocre. Une bataille politique n'est pas nécessairement une

.../ ...



bataille partisane. Notre combat a toujours été pour les idées avant d'être une lutte pour les pouvoirs.

Je prétends que c'est un langage que le peuple Français, qui tient sa philosophie politique du siècle des lumières est capable de comprendre. Il est normal que l'idéal démocratique rassemble. Il est naturel qu'à faire oeuvre de paix on retrouve dans le même camp tous ceux qui pratiquent les vertus de la démocratie. Je ne serais donc pas surpris, si les électeurs se rendaient dimanche aux urnes, plus nombreux qu'on ne s'y attend.

Nous nous attendions, à ce que l'appel au referendum soit entendu par l'ensemble des partis démocratiques du pays. Il l'est, c'est vrai, par la majorité d'entre eux. Il manque cependant une des grandes formations politiques et nous le déplorons.



.../...

Il y a quelques mois, un homme politique exprimait son regret devant l'absence de referendum tout au long de deux septennats consécutifs. "Je regrette, disait-il, que le referendum ait disparu depuis 16 ans."

Pour être précis, je souligne que cette déclaration date de mars 1988.


De qui sont ces propos péremptoires? Vous l'avez sans doute deviné, mais permettez-moi de garder quelque temps le silence sur le nom de ce responsable. Le temps seulement d'examiner avec vous l'étonnante contradiction que révèle la position, il est vrai difficilement élaborée, du RPR à l'égard du referendum.

.../...

.../...

En matière de paradoxe, de sinuosité, de zig-zag, de contradiction, ce parti a depuis longtemps franchi un point de non retour.

L'appel à l'abstention qu'il vient de lancer, comme une sorte d'acquiescement, d'encouragement à l'indifférence civique, constitue une responsabilité grave, en tant que telle et bien plus encore lorsque l'on sait quelles sont les responsabilités particulières et écrasantes de M. PONS en Nouvelle Calédonie.

La situation en Nouvelle Calédonie exigeait que l'on fasse taire, ne fut-ce qu'un moment, les préoccupations partisans au sein d'une organisation qui a depuis longtemps perdu tout cap précis. 

.../...

.../...

Les dirigeants du RPR n'ont pas hésité à sacrifier la doctrine de leur parti à son intérêt à court terme. Car c'est de celà qu'il s'agit : Eviter de se compter pour figurer dans la masse des abstentionnistes. Eviter de mener un débat courageux vis-à-vis du front national. Eviter de trancher au plan interne d'une question difficile et conflictuelle. Risquer de se contredire pour éviter de se diviser.

Leur non participation n'est active que dans la mesure, où il s'agit de se précipiter pour colmater les brèches largement ouvertes au sein du RPR depuis la dernière élection présidentielle.

L'auteur des propos que j'ai cités, c'était bien sûr M. CHIRAC. C'est lui qui regrettait l'absence de referendum. Il le regrettait, au nom d'une tradition gaulliste à laquelle il tente, de plus en plus vainement d'ailleurs, d'associer son nom.

.../...



.../...

Confrontée à une montée de l'abstentionnisme, la France n'avait pas besoin qu'on l'entraîne sur le chemin du rejet de l'engagement politique qu'elle n'avait que trop tendance à emprunter.

J'appelle les électrices et les électeurs du RPR à faire jouer, dans ce domaine, leur clause de conscience, leur droit fondamental à 's'exprimer, à s'engager.

Ils iront aux urnes le 6 novembre parce que gaullistes ils peuvent moins que tout autre abdiquer leur conscience civique devant les petits intérêts d'un parti politique, fut-il le leur.

Poursuivre dans la voie ouverte par M. CHIRAC, c'est pour le RPR accumuler les contradictions les plus évidentes et en définitive, utiliser des armes qui ne manqueront pas de se retourner contre ceux-là même qui les utilisent?

.../...

.../...

Que dire de cette argumentation d'une démagogie rarement atteinte que vient d'employer M. JUPPE? Confondant financement des partis politiques, financements des campagnes électorales, deux rubriques d'une loi votée à l'initiative de M. CHIRAC, le secrétaire général du RPR s'inquiète du montant des dépenses liées à l'organisation des élections.

Ainsi, le coût de la démocratie serait insupportable pour l'économie française. Rarement on se sera descendu aussi bas dans la polémique. Il est vrai que la démocratie a un coût, celle du fonctionnement des institutions, de l'indépendance financière des élus, et de l'organisation des consultations. Et c'est bien grâce à cette conquête des moyens de la démocratie que celle-ci, depuis deux siècles, a pu s'imposer.

.../...

.../ ...

Que M. JUPPE réfléchisse au coût des dictatures. Il ne s'évalue pas en millions de francs dépensés. Il se mesure à la quantité de sang et de larmes gaspillés, à l'impuissance à construire l'avenir, et finalement à la perte des chances d'un pays tout entier.

Plus grave encore est cette volonté qui transparaît dans les propos des responsables du RPR de ne pas vouloir tenir compte des résultats du referendum. La politique de l'huile sur le feu a provoqué trop de drames pour que l'on tolère de pareilles attitudes.

Pourra-t-on jamais construire en Nouvelle Calédonie si l'on n'admet pas au moins de bâtir sur des fondations communes?

.../ ...



.../ ...

Oui, il faut voter. Et naturellement il faut voter oui. Seul aujourd'hui le front national se réclame du non, sur la base d'une confusion volontairement entretenue. Voter pour l'accord ce serait voter pour l'indépendance a dit M. LE PEN, au mépris de toute vraisemblance.

Il serait facile d'invoquer la lettre des textes. Il serait facile de lui opposer la conviction des dirigeants locaux du RPCR, facile de lui opposer les engagements du Premier ministre.

Est-ce vraiment utile? Les hommes et les femmes de Nouvelle Calédonie ne seront pas dupes, car ils voient bien, qu'en se réclamant du "non" pour Nouméa, le front national poursuit sa croisade pour l'extrémisme et le racisme, à Paris ou à Marseille.

.../ ...



UN  
2 Nov 88

## VENDREDI, ILS SERONT CÔTÉ A CÔTÉ A LILLE

C'était, à Grenoble, lors d'un des derniers meetings socialistes pour les élections législatives de juin 1988 : Pierre Mauroy, premier secrétaire du P.S., se trouvait aux côtés de Michel Rocard, tout nouveau Premier ministre (notre photo). Actuellement, la campagne pour le référendum sur la Nouvelle-Calédonie est entrée elle-même dans la dernière ligne droite. Dans une certaine indifférence, il faut bien le dire. Vendredi soir 4 novembre, à 20 h 30 au palais Saint-Sauveur à Lille, une photo similaire pourra être tirée : Michel Rocard et Pierre Mauroy, une nouvelle fois réunis mais avec, en outre, la présence de Louis Mermaz, tiendront le dernier meeting de cette campagne. Une campagne qui, dans le département du Nord, est privée des professions de foi et tracts pour cause de grève au centre de tri postal de Lezennes. Bernard Roman, premier secrétaire de la fédération socialiste du Nord, résume, pour Nord-Matin, ses observations sur la situation politique. Des observations parfois très sèches.

(Photo AFP)

● Page 2





NE

5 Novembre 83

## Rocard clot à Lille sa campagne pour le « oui »

« L'amnistie n'est pas l'oubli ». En venant hier soir à Lille clore par un dernier meeting la campagne pour le « oui » au référendum, Michel Rocard ne pouvait ignorer qu'il parlait à quelques kilomètres à peine du foyer des gendarmes qui furent tués à Ouvéa et de leur famille. « Je sais, a-t-il déclaré devant quelque 3 000 personnes rassemblées au palais des sports Saint Sauveur, que tout près d'ici à Villeneuve d'Ascq, il y a des familles qui sont dans la peine. Il y a des femmes qui pleurent un mari, des enfants qui n'ont pas oublié leur père, gendarme à la brigade de Fayaoué sur l'île d'Ouvéa. Je m'incline avec tristesse et respect devant la mémoire des gendarmes assassinés alors qu'ils remplissaient leur mission de soldats de la loi ».

Mais, a ajouté le Premier ministre, « je sais aussi que très loin d'ici, à 20 000 kms, sur l'île d'Ouvéa, d'autres femmes, d'autres enfants pleurent qui un mari, qui un père, qui un frère (...) et je n'entrerai pas dans une polémique qui vise à établir une comptabilité macabre comme s'il y avait de bons morts et de mauvais morts, comme si le sang ne coulait pas toujours rouge, quelle que soit la couleur de la peau ». L'amnistie, a encore insisté M. Rocard, tout en précisant qu'elle ne s'étendait pas aux auteurs directs (qui resteront inculpés et seront jugés), n'est pas l'oubli. Elle est un geste de pardon, pour que la vie reprenne et continue, pour que la paix de nouveau ait de nouveau ses chances ».

Après Pierre Mauroy, député maire de Lille et premier secrétaire et Louis Mermaz, qui le précédaient à la tribune, c'est cet espoir, cet enjeu de la paix en Nouvelle Calédonie que Michel Rocard est venu hier soir rappeler devant 3 000 personnes rassemblées au palais des sports Saint Sauveur. Une foule aux premiers rangs de laquelle on reconnaissait plusieurs membres du gouvernement : les « régionaux », Michel Delebarre et Jacques Mellick, mais aussi Louis Le Pen, chargé au gouvernement de ce dossier, Michel Durafour, Edwige Avice ainsi que des personnalités régionales comme Noël Joseph et Bernard Derosier, présidents des conseils régional et général.

Le Premier ministre a repris tous ses arguments développés depuis l'annonce du référendum contre les partisans de l'abstention ou du non. Il s'est surtout, au delà, adressé à tous ceux tentés par l'abstention du fait de leur simple indifférence : « je sais bien, a-t-il déclaré, que la Nouvelle Calédonie, pour beaucoup de nos concitoyens, c'est bien loin. Je sais également que beaucoup ont le sentiment, puisque l'accord est fait, qu'on les dérange pour rien. Mais à ceux-là, je veux dire avec gravité que dans la longue histoire de la décolonisation si souvent dramatique, les problèmes n'ont paru très proches que lorsqu'il était trop tard pour les régler convenablement ».

Et le Premier ministre de dénoncer l'engrenage de la violence dans lequel s'était enfoncé le précédent gouvernement malgré l'ampleur des



moyens déployés : 8 000 soldats, gendarmes et CRS mobilisés pour 160 000 habitants, un pour vingt ! insistait-il. « Je ne veux pas, déclarait-il encore, que d'ici quelques années nos compatriotes ne se sentent plus massivement concernés par la Nouvelle Calédonie parce qu'il faudrait rajouter une ligne et des noms sur trop de monuments aux morts dans trop de nos cités et de nos villages ».

Voilà, a expliqué M. Rocard, pourquoi il a « haussé le ton » contre les leaders du RPR, MM. Juppé et Pons, non parce qu'ils préconisent l'abstention mais parce qu'ils mettent en cause la valeur du référendum en soulignant qu'une loi pourrait en remettre en cause les données : c'est cette « tentation du parjure » qu'il condamne de la part du RPR tout en faisant applaudir au passage le « courage » de Michel Noir. Car, dit-il, c'est de cette pratique du parjure et du reniement des engagements de la France que la Calédonie a trop souffert.

Enfin, le Premier ministre a emprunté une phrase chère au président de la République pour expliquer la durée des dix ans qui nous séparent d'un autre référendum, celui de l'autodétermination qui se déroulera en Nouvelle Calédonie en 1998 : « il faut donner du temps au temps », a-t-il dit, pour apaiser les passions, surtout pour supprimer les causes de la violence, les exclusions, les injustices, etc : « ces dix ans ne doivent pas être un répit mais un défi », a-t-il lancé avant de souligner son attachement à la présence de la France dans le Pacifique Sud.

Et sur ce point, il n'entend recevoir de leçon de personne car « ce n'est pas en organisant l'indifférence de nos compatriotes de métropole à l'égard de la Nouvelle Calédonie qu'on agit pour le rayonnement de la France dans le Pacifique Sud. Ce n'est pas par la force et la violence qui ont endeuillé Ouvéa qu'on maintiendra à 20 000 km de la métropole la présence de la France ».

J. R. LORE



NE  
5 Novembre 88

## ROCARD A LILLE

# « L'amnistie n'est pas l'oubli »

Michel Rocard, a affirmé hier soir à Lille que « l'amnistie n'est pas l'oubli », lors de son dernier meeting de la campagne référendaire sur la Nouvelle Calédonie.

Evoquant les morts d'Ouvéa, Mélanésien et gendarmes, ceux notamment de Villeneuve d'Ascq, le Premier ministre a souligné que l'amnistie est « un geste de pardon » posé pour que « l'histoire de la Nouvelle-Calédonie ne commence plus par la longue litanie des douleurs et des deuils ».

« Et si elle ne s'étend pas aux auteurs directs des crimes d'assassinat (...) elle contribue à ramener la paix des esprits et des cœurs », a-t-il poursuivi devant plus de 3.000 personnes réunies par le PS au Palais Saint-Sauveur.

Page D





Quotidien

07 NOV. 1988

## LA PAGE D'EUX



**A CONSERVER.** C'était ce week-end à Lille pour la dernière réunion, à l'issue du dernier meeting en faveur du oui au référendum. Michel Rocard et Pierre Mauroy souriants et sereins. Côte à côte. Image rare.